

La tragédie du Sahel et la mobilité des populations du Nord Est du Mali

**Isaie Dougnon
Université de Bamako**

Document préparé pour la Conférence internationale

**Changement climatique et mobilité humaine en Afrique,
dialogue pour une coopération stratégique entre l'Italie et
l'Afrique**

Rome, 21 Avril 2009

En 2005, lors du colloque organisé par *Centrum Moderner Orient*, à Berlin, les participants ont décidé d'adopter le concept de mobilité pour discuter des différentes facettes du mouvement des populations dans l'espace Sahara-Sahel. Cette rupture méthodologique et épistémologique est dictée par la complexité des déplacements des populations mais surtout par la nécessité de sortir du débat très politisé et idéologique autour du concept «migration», perçue comme une invasion de l'Europe par les jeunes africains (Han de Haas, 2007).

Ici, nous n'avons ni l'espace ni temps de discuter des disputes entre disciplines autour du concept de mobilité ou de migration. Nous avons nous-mêmes proposé le concept de «migrants mobiles» que nous considérons plus approprié pour capter le nouveau type de travailleurs saisonniers. Nous allons dans ce papier nous limiter à décrire quelques résultats de nos enquêtes récentes (2003-4) dans la Vallée du Niger.

Dans le Nord-est du Mali (régions de Mopti, Tombouctou et Gao) la mobilité saisonnière rappelle les deux hécatombes (de 1973 et de 1984) que l'élevage et l'agriculture ont subies et les conflits armés (1991-1996). Elle évoque ce qu'on appelle là bas «le Titanic de la faim» c'est-à-dire le grand déplacement des populations affamées du Gourma Intérieure, de la Vallée du fleuve Niger et de la zone des Lacs vers le Sud du Mali et dans les pays voisins. Dans cette zone discuter de la migration saisonnière avec les paysans signifie discuter des problèmes suivants : sécheresse, famine enclavement, défaillance des digues, insuffisance des moyens de travail. Les paysans diront que la migration est intimement liée à ces problèmes.

«La rébellion a été animée par des gens qui n'avaient rien affaire: les Rouges comme les Noirs.», affirmait un notable de la région de Tombouctou. Selon lui, si les «rebelles» avaient leurs champs à cultiver, ils ne se seraient pas engagés dans une telle aventure. Il pense que l'ex- président du Mali a trouvé la solution en intégrant les «rebelles» dans l'armée, la gendarmerie, la garde. Il leur a donné du travail et ceux-ci peuvent désormais aider leurs parents en céréale. Avant la sécheresse de 1974, les nomades, «les peaux rouges» comme on les appelle ici ne partaient nulle part. Depuis cette tragédie du Sahel, ils vont surtout en Arabie Saoudite, une migration qui s'est renforcé suite aux conflits armés de 1991-96. Les Tamasheq sont partis en Algérie, d'autres en Libye, en Arabie Saoudite, en Mauritanie, des pays où ils peuvent plus facilement obtenir la nationalité. Chaque groupe nomade va vers le pays d'où seraient venus ses ancêtres. En 1952 par exemple, les Balanzar, dits les gens du prophète, ont émigré vers la Mecque, d'où ils envoient de l'argent pour leurs troupeaux gardés par les Bella, leurs captifs.

Cependant, malgré l'intensité et la diversité des types de mobilité depuis les premières années de la sécheresse, la recherche et les débats politiques ont mis l'accent sur l'assistance internationale aux populations sinistrées et à l'élite politique (Giri, 1989 ; Allan, 1985, Dumont, 1986). L'assistance a acquis un tel statut et une telle visibilité qu'elle semble supplanter les efforts de développement de l'Etat. Elle était si médiatisée que les populations du Sud étaient enclins à penser que les populations du Nord ne travaillent pas, croisent les bras et attendent qu'on leur offre du pain sur le plateau (Dougnon, 2005).

Hill (1985) reconnaît que malgré son image de receveur de dons, le Sahel est devenu, suite à la sécheresse, un site de recherche et une source de connaissance pour certaines Institutions comme le CILSS, l'Institut du Sahel, le Club du Sahel, créé par l'OCDE en 1976: En substance, il écrit :

One positive effect of the 70s droughts however, has been a more serious attempt by outsiders to discover more about the Sahel as a region ; its climate and ecology, its populations and its economy (Hill, 1985 :1).

Si l'écologie et l'économie du Sahel ont été bien fouillées, il n'en est pas de même de la mobilité comme stratégie de survie. Cependant ces populations ne sont pas restées bras croisés et attendre l'aide comme semble le montrer certaines études. Elles ont développé différentes formes de mobilité dans les espaces qui relient de l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb.

Des centaines de milliards ont été investis dans ces régions de 1973 à nos jours grâce à un effort national et à l'aide au développement (cf. Document PNLD 1987 : 34). Les résultats sont cependant loin d'être satisfaisants : la dégradation de l'environnement et de la production persiste, la désertification s'intensifie et le spectre de la faim demeure. Dans un tel contexte le «Titanic de la faim » n'a pas chaviré à Gossi (siège de l'Aide d'Eglise Norvégienne) contrairement à ce que pensent les agents locaux (à cause de milliers tonnes de vivres apportés par l'AEN entre 1984-1987). En fait le Titanic tangue mais il continue sa marche inexorablement vers les villes du Sud du Mali et des pays voisins.

Les partenaires étrangers et les agents locaux pensent que la culture irriguée à l'aide des motopompes est la seule alternative possible face à la crise de la culture du riz flottant et à l'exode rural (cf. Marty, App3 : 1987). Cependant, la dépendance des paysans des technologies agricoles importées et de l'enclavement de la zone invite à comparer les avantages de la mobilité plutôt que de la condamner comme aiment le faire certaines ONG nationales. Les partenaires étrangers et les agents locaux doivent réfléchir sur comment prendre en compte la dimension migratoire dans leur programmation des activités de développement. Les efforts de développement n'ont rien changé au flux migratoire. Au contraire, les destinations se sont multipliées et la majorité des candidats à la migration sont des jeunes garçons à peine sortis de la puberté. Le discours sur les conditions insupportables de la culture du riz flottant et les difficultés d'accès aux intrants pour les PIV se multiplie. Il justifie et encourage la migration.

Le contraste entre le Sahel et le pays côtiers

Le Rapport du 23-06-2005 du Conseil Economique Social et Culturel du Mali (CESC) brosse un tableau désespéré des conditions de vie des populations rurales. Il met l'accent sur le caractère aléatoire de l'économie rurale malienne. Les facteurs aggravants sont : la dégradation de l'environnement marqué par la déforestation, la désertification, l'ensablement des cours d'eau, la pollution de l'eau, de l'air et l'insalubrité urbaine, la rareté des petites unités de transformations des produits locaux et l'enclavement de la plupart des zones rurales.

Selon le Conseil, le Mali traverse (de façon cyclique) des moments difficiles du fait des déficits céréaliers consécutifs aux mauvaises campagnes agricoles. A l'origine de cette situation, il y a la faible pluviométrie et l'invasion acridienne dont la gestion est caractérisée par le manque d'anticipation et une certaine bousculade entre les responsables politiques et les acteurs locaux. En 2005, les autorités ont mobilisé les moyens nationaux et l'aide des partenaires étrangers pour éviter la famine. Cependant, les céréales demeurent difficilement accessibles pour les consommateurs pauvres à cause du système de vente par lot de 60 tonnes exigé par les partenaires. Le système de banques de céréales tant clamé ne couvre pas encore

tout le pays. Le consommateur est à la merci des spéculateurs (voir l' *Essor*, N° 15468 du 24-06 2005 et N° 15480 du 23-06 –2005).

Nos enquêtes de terrain montrent aussi que l'une des 'vérités' farouchement défendue par tous les migrants saisonniers est le contraste entre le village de départ et celui d'arrivée.

Le premier représente la famine, le manque de vêtements, de moyens adéquats de travail, d'argent et de marché. Le deuxième représente le contraire du premier, c'est-à-dire les possibilités d'accès aux produits de premières nécessités. Tous ces contrastes sont-ils vrais ? Quiconque visite la bande du fleuve pendant la crue (août à janvier) dira que ces paysans sont gâtés par la nature : partout de l'eau et des plaines vertes. Si la même personne revient en période de décrue (février à juin), elle dira, mon Dieu, que cette nature est insupportable. Le fleuve est, à la fois, un trésor et une source de malheur. Les paysans n'ont pas les moyens de le maîtriser lorsqu'il détruit leurs champs.

Les paysans soutiennent que les hommes et les femmes ne peuvent pas rester dans la vallée du fleuve Niger sans migrer. Selon eux, personne ne peut pas résider dans la Vallée du Niger sans sortir. Les mares dépendent de la pluie. Les PIV dépendent de la redevance. Et la redevance il faut aller la chercher à l'extérieur.

il n'y a pas de retour définitif, tous les revenants que nous avons rencontrés dans les trois communes de la vallée affirment que si les contrastes s'agrandissent ils retourneront d'où ils sont venus. Nous avons constaté que certains qui sont revenus en 2003 sont retournés en 2004. Les nouvelles possibilités économiques (micro finance, irrigation et maraîchage, embouche de bœufs) et politiques (décentralisation et gouvernance locale) tant vantées n'existent réellement pas dans les villages.

Les types de mobilités saisonnières

Pour faire face à la crise alimentaire ou besoins quotidiens, les paysans ont développé plusieurs types de mobilité. Chacun d'entre eux n'est valable que pour une zone et une époque donnée. De par les différentes expériences migratoires des populations du Nord Est, on distingue quatre types de migrants saisonniers:

1. Les saisonniers réguliers: C'est le groupe de ceux qui partent chaque année après la récolte et reviennent pour la culture. Ceux-ci font de trois à six mois à l'extérieur.
2. Les pluri-saisonniers : Ils constituent le lot de ceux qui passent plus d'un an en exode. Le migrant transfère sa famille (femme et enfants) dans son pays hôte si son revenu est assez suffisant, mais la ramène au village aussitôt que sa situation se détériore.
3. Les saisonniers irréguliers: C'est la bande de ceux qui ne migrent que lorsque le spectre de la faim est inévitable. Ils avouent qu'ils ne bougeront jamais de leurs villages s'ils ont de quoi se nourrir.
4. Les migrants-visiteurs: C'est le groupe de gens qui ont arrêté la migration de travail pour des raisons de vieillesse ou de maladie mais ils continuent à rendre visite à leurs confrères installés à l'extérieur. La durée des visites va d'un à six mois voir une année.

Les types groupes sociaux les plus affectés par les crises écologiques

La plus importante étude sociologique à laquelle l'on peut recourir pour comprendre le caractère massif et régulier de la migration saisonnière est celle d'André Marty. Basée sur une enquête de terrain (janvier –mars 1987) cette étude décrit clairement cinq types de groupes sociaux qui sont :

1. les dénutris réduits en nombre,
2. les flottants ne possédant aucun droit foncier établi,
3. les communautés non stabilisées pauvres
4. les communautés relativement stabilisées pauvres,
5. les communautés relativement stabilisées moins pauvres.

André Marty n'a pas perçu la relation de cause à effet entre la situation économique de ces groupes sociaux et leurs modèles migratoires. Il s'est juste limité à donner des chiffres approximatifs sur le nombre de migrants dans les communautés relativement stabilisées de la vallée.

Nos enquêtes montrent que les migrants qui se font employer dans les petits jobs dans les villes du Mali (Mopti, Koutiala, Bamako, Sikasso) sont ceux du premier groupe. Ils disent : « nous fuyons la faim ». Leur retour au village dépend de la situation alimentaire dans la Vallée. Les migrants qui partent pour plus d'un an vers le Ghana ou la Côte-D'Ivoire font partie du troisième groupe. Par contre les saisonniers qui vont d'une ville à une autre au Mali ou ailleurs relèvent du quatrième et du cinquième groupe. Ils disent : « nous migrons pour chercher le complément ». Ce que Marty appelle les flottants sont les anciens asservis, démunis de terre et de bétail et dans ce groupe entrent aujourd'hui les paysans qui ont perdu leurs terres, suite à des conflits fonciers mal gérés. Ceux-ci sont obligés de migrer. Le modèle migratoire de ce groupe est plus complexe. Les membres du groupe sont souvent en quête d'une zone propice pour une installation définitive ou provisoire à l'intérieur du pays. Dans le cas échéant ils se regroupent dans un pays voisin pour y mener leurs activités du village. C'est le cas des Nomades au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie et des pêcheurs Bozo et Sonraï de San Fatou en Côte-d'Ivoire.

André Marty soutient que les communautés relativement stabilisées pauvres et les communautés relativement stabilisées moins pauvres sont plus disposées à s'impliquer dans les activités de développement que les trois autres. Il est important de souligner que ces deux communautés profitent plus de l'aide extérieure. Cela ne les empêche pas pourtant de migrer. Seulement, les membres de leurs familles restées au village comptent moins sur l'apport de la migration.

La recherche des terres arables et les nouvelles tendances migratoires

Le choix des lieux d'installation confirme le caractère dominant des préoccupations agricoles dans le courant migratoire qui conduit les familles des régions du Nord Est à se diriger vers le Mali Sud. Il y a plusieurs raisons à ce choix: l'activité agricole, l'étendue des terres disponibles est nettement le motif qui vient en tête, leur qualité, le caractère des gens de la terre (le lieu n'est pas dissocié des homes qui l'occupent, la présence de « confrères migrants », particulièrement chez les sonraï de Gao dans les villes d'installation. Cette présence est évoquée le plus souvent par trois migrants sur quatre.

Certaines populations des régions de Gao, Mopti et Tombouctou sont depuis le milieu des années 1980, en quête des terres arables dans le Mali Sud (migration agricole) et des zones de pêche dans les autres pays africains. Tandis que d'autres familles tentent de s'installer définitivement (cas des dogons dans le Mali Sud et des Bella, les anciens asservis, dans le Sahel Occidental) par contre de nombreux jeunes filles et garçons pratiquent une mobilité saisonnière dans la sous région. Ces nouvelles formes de migration sont inséparables des anciennes formes. Elles s'enchaînent les unes aux autres au sein d'une même dynamique migratoire. Les nouvelles formes de mouvement plongent leurs racines dans le passé

contemporain (Capron & Kholer 1976). Les nouvelles et les anciennes formes sont des expressions différenciées apparues successivement: d'une recherche de prestige et de survie, à une contestation de la situation sociale, économique et politique.

Notre étude soulève un certain nombre de problèmes actuels de la migration qui ont des implications pas seulement pour les villages d'où partent les bras valides mais aussi pour les projets de développement. Il re-examine aussi le passé de cette migration en vue de réfléchir sur une nouvelle stratégie de développement qui prendrait en compte non seulement le mouvement migratoire mais aussi l'interprétation que font les paysans de l'aide au développement.

En guise de conclusion : perspectives de recherche sur la mobilité dans la zone Sahara-sahélienne

La collecte des données qui permettent, dans un premier temps, d'élaborer un protocole de recherche sur la mobilité saisonnière et dans un deuxième temps, de formuler des règles d'interprétation de ces données, applicables à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Une telle enquête sur la mobilité saisonnière doit comprendre cinq objectifs étroitement imbriqués et doit clairement décrire:

Les causes et l'ampleur de la migration.

Les causes sont écologiques, économiques, mais aussi culturelles, sociales et politiques (conflit armé) individuelles et familiales. L'ampleur peut être perçue par le pourcentage de familles dirigées par des femmes ou d'hommes absents.

La structure et l'organisation de la migration

L'enquête au sein des anciens immigrés, revenus définitivement au village et au sein des migrants saisonniers permettent de connaître les destinations dans le temps et la périodicité de leur mouvement.

L'importance des revenus de la migration

Une enquête auprès des chefs de ménage (femmes et hommes) permet d'évaluer l'importance des revenus pour les familles du migrant et pour le migrant lui-même. La connaissance des revenus permet de comprendre les liens entre les retombées matérielles réelles et les interprétations souvent «fonctionnelle» de la migration au sens large du terme.

Les réseaux de la migration

L'étude de l'ancienneté de la migration dans une localité qui touche plusieurs générations, et le dynamisme économique de certains migrants dans leur pays hôte permet de comprendre le choix des destinations pour les nouveaux candidats. La solidarité entre ressortissants d'un même village reste à analyser. Les migrants saisonniers optent le plus souvent pour des lieux où la solidarité entre nouveaux et anciens migrants fonctionne comme une institution.

Les nouvelles perspectives de développement

Les paysans affirment «fuir» leur zone à cause de la faim. Afin de résoudre ce problème plusieurs projets de développement ont été lancés dans les années 1980 : à savoir les actions de l'AEN, ACORD, Handicap International et Islamic Relief, GTZ. Cependant ces projets

sont loin de limiter la migration, pire certains les abandonnent pour partir vers le Ghana ou le Sénégal. Une enquête sur l'attitude des ces trois groupes de paysans: (1) les exploitants (2) les déserteurs (3) les non-exploitants permettra de comprendre l'impact des projets de développement sur la stabilité économique et sociale de la zone.

Bibliographie

Allan, G. Hill, 1985, *Population, Health and Nutrition in the Sahel*

Boesen, Elisabeth & Marfaing, Laurence, 2007, *Les Nouveaux urbains dans l'espace sahara-sahel un cosmopolitisme par le bas*, Karthala-ZMO

Capron J. & Kholer J.M, 1976, «Migration de travail vers l'étranger et développement national» papier présenté au séminaire *Méthodes de Planification du développement Rural*, Ouagadougou, 3-6 mars 1976

Dougnon, Isaïe, 2005, « De l'assistance au développement : la participation paysanne en question, le cas de la région de Tombouctou » *AEGIS Conference*, Londres, du 29 juin au 2 juillet 2005.

Dumont, René, 1986, *Pour l'Afrique j'accuse, le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*, Paris, PLON.

Dumont, René et Mottin, Marie-France, 1982, *L'Afrique étranglée*, Paris, Plon.

Giri, Jacques, 1989. *Le Sahel au XXIe siècle*. Paris. Khartala

-----1983 *Le Sahel Demain Catastrophe ou Renaissance*, Paris, Khartala,

-----1976 «L'Économie des pays du Sahel» Numéro spécial du bulletin de l'Afrique Noire, *Ediafric, la Documentation africaine*, Paris.

----- 1978, «Le Dossier Sahel T.2 l'irrigation et l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2000» *Ediafric, la Documention africaine EDIENA*, Paris.

Marty André, 1987, *Etude-Programmation Socio-Economique Gourma, Traitements des Questionnaires Généraux Janvier-Mars 1987*, Documents de l'Aide d'Eglise Norvégienne, Gossi.